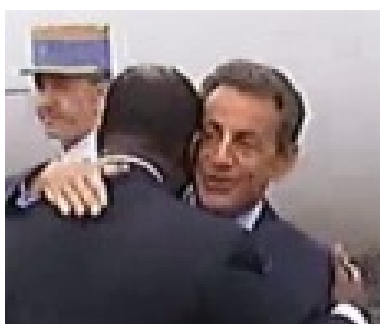


<https://www.xn--lecanardrepublicain-jwb.net/spip.php?article540>



"L'armée française restera présente en Côte d'Ivoire". Par Yann Le Guernigou

- Dossiers - Colonisation -



Date de mise en ligne : lundi 23 mai 2011

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

« **La France s'est engagée samedi à tout faire pour aider la Côte d'Ivoire à se relever de dix ans d'instabilité et de conflits et annoncé le maintien d'un contingent militaire dans son ancienne colonie.**

Venu assister à la cérémonie d'investiture du nouveau président Alassane Ouattara, Nicolas Sarkozy a indiqué que cette présence se justifiait par la protection des quelque 12.000 Français installés dans le pays.

"Mais je veux que les choses soient claires entre nous. L'armée française n'est pas là pour assurer la stabilité de quelque gouvernement que cela soit, fût-il un gouvernement ami", a-t-il dit devant la communauté française d'Abidjan.

"L'armée française n'a pas vocation, c'est une nouvelle époque, à intervenir dans les affaires des États africains", a ajouté le président français en soulignant que le maintien d'une force militaire avait l'agrément des autorités ivoiriennes.

Nicolas Sarkozy, qui s'exprimait dans l'enceinte du camp de Port-Bouët, le quartier général de la force française Licorne déployée en Côte d'Ivoire, a rappelé que si celle-ci a contribué à la chute de l'ancien président Laurent Gbagbo, c'est *"parce que la communauté internationale nous l'a demandé"*.

Traçant un parallèle avec la Libye, où la France est également engagée militairement, il a indiqué que celle-ci ne pouvait fermer les yeux sur des massacres de civils et qu'il s'agissait dans les deux cas de mettre en oeuvre un principe adopté en 2005 par l'Onu, *"la responsabilité de protéger"*.

Licorne a vu ses effectifs passer de 900 à 1.700 hommes au plus fort de la récente crise ivoirienne et Paris n'a pas caché son intention d'en réduire rapidement le dispositif.

En maintenant des unités en Côte d'Ivoire, Nicolas Sarkozy revient sur sa décision de ne conserver qu'une base militaire française permanente en Afrique de l'Ouest, le choix s'étant porté l'an passé sur Libreville de préférence à Dakar.

Il répond sans doute à un souhait du nouveau président ivoirien, en quête de soutiens extérieurs pour mener une refonte des forces de sécurité ivoiriennes traversées depuis la guerre civile de 2002-2003 par de profondes divisions Nord-Sud.

Côté économique, la France a déjà promis 400 millions d'euros de crédits pour permettre notamment à la Côte d'Ivoire de payer les salaires de ses fonctionnaires. Elle l'aidera aussi à renouer avec les institutions internationales.

Nicolas Sarkozy a indiqué qu'elle assumerait sa part dès que le pays autrefois le plus prospère d'Afrique de l'Ouest aura atteint le point d'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (IPPTE).

Celle-ci doit permettre l'effacement d'une partie, allant jusqu'à 50%, de la dette extérieure ivoirienne bilatérale, d'un montant de 12 milliards de dollars.

Paris a prévu dans ce cadre un *"contrat de désendettement-développement"* qui consiste à convertir des dettes en investissements dans le développement (éducation, santé, infrastructures), et ce pour deux milliards d'euros.

"L'armée française restera présente en Côte d'Ivoire". Par Yann Le Guernigou

Nicolas Sarkozy a indiqué qu'Alassane Ouattara, qu'il a rencontré lors d'un petit déjeuner à Yamoussoukro, avait promis de se pencher sur le cas des entreprises qui ont subi des dégâts lors des manifestations anti-françaises de 2004.

Plus de 600 entreprises françaises, allant de grands groupes comme Bouygues ou Bolloré à de nombreuses PME, sont implantées en Côte d'Ivoire et la France est le premier partenaire commercial de son ancienne colonie.

Le président français a évoqué enfin le cas des quatre otages, dont deux Français, enlevés à Abidjan une semaine avant la chute de Laurent Gbagbo, qu'il veut croire "*sains et saufs*".

"On ne peut pas toucher à des citoyens français en toute impunité, ce ne serait pas juste", a-t-il dit.

"Ceux qui ont fait ça auront à rendre des comptes." » **Yann Le Guernigou**

Article de [Reuters](#) publié le 21/05/11.

Qui est Alassane Ouattara ?
